

Généalogie de la morale néolibérale

Arnault SKORNICKI

Le néolibéralisme sera-t-il balayé par la crise ? Rien n'est moins sûr, à en croire Pierre Dardot et Christian Laval, pour qui le néolibéralisme désigne moins le règne des marchés, qu'une forme d'assujettissement des individus, incités à devenir entrepreneurs d'eux-mêmes.

Recensé : Pierre Dardot, Christian Laval, *La Nouvelle Raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009, 498 p., 26 €.

Le néolibéralisme n'est plus tout à fait un mystère aujourd'hui, en dépit de ses paradoxes : phobie de l'État et réaffirmation de son autorité ; retrait de la puissance publique et activisme « régulateur » de celle-ci ; minoritaire et marginal il y a encore peu, forme planétaire de la raison économique et politique aujourd'hui. Cet ouvrage riche et important peut se lire comme une ample mise au point sur les origines intellectuelles de cette « nouvelle raison du monde ». Et, trente ans après les intuitions de Michel Foucault, il dresse une impressionnante synthèse des analyses et des critiques du néolibéralisme, à l'heure de la plus grave crise qu'il ait jamais connue.

Foucault, revu et complété

Il y a une impression curieuse à lire ce qui apparaît comme un grand palimpseste de *Naissance de la biopolitique*. On y systématise l'usage de concepts de nature essentiellement heuristique à l'origine, sans grande réflexivité critique mais comme une boîte à outils : « dispositif », « discipline », « gouvernementalité », « stratégie ». Le libéralisme est ainsi approché non comme une philosophie politique ou une idéologie bourgeoise, mais comme une technologie de gouvernement qui fait partie de l'histoire du pouvoir. On y complète

historiquement les analyses du libéralisme de Foucault : Locke, Bentham (dont Christian Laval est un éminent spécialiste), Spencer (dont le darwinisme social représenterait une étape-charnière vers le néolibéralisme), la littérature managériale contemporaine... Même si l'on peut regretter que les auteurs ne comblent guère la grande lacune du récit foucauldien, à savoir le libéralisme du XIX^e siècle, hâtivement assimilé à l'école de Manchester (tel Ricardo) et à la théorie de « l'État veilleur de nuit ».

Cet « essai », qui se rapproche davantage d'un traité, entend donc rompre avec la vulgate qui présente le néolibéralisme comme une simple « idéologie » du laisser-faire et du retrait de l'État, qu'elle soit dénoncée comme l'expression d'une domination de classe ou louée comme la seule garantie de la liberté. Non : le néolibéralisme constitue une rationalité politique cohérente qui se présente comme apolitique et neutre, et qui tend à structurer entièrement l'action des gouvernants et la conduite des gouvernés. Christian Laval avait déjà montré son érudition et sa virtuosité en histoire des idées économiques et politiques (*L'homme économique. Essai sur les racines du libéralisme*, Paris, Gallimard, 2007). Avec le philosophe Pierre Dardot, il franchit un pas supplémentaire en dessinant l'histoire, plus large, des discours et des rationalités. De la mise en place du libéralisme classique au XVIII^e siècle à la « refondation intellectuelle » que constitue le néolibéralisme, ce dernier se révèle être une réponse méconnue en tant que telle à la crise du libéralisme que connut l'Europe durant l'entre-deux-guerres, et ce aux côtés du keynésianisme et du *Welfare*. La « nouvelle raison du monde », en dépit du caractère un peu ampoulé du titre, ne marque pas la dernière étape en date dans l'odyssée hégélienne de l'Esprit, mais le triomphe imprévu et contingent d'une série de dispositifs intellectuels et politiques. L'alliance précoce de l'ordolibéralisme allemand et du néolibéralisme austro-américain, conclue lors du désormais fameux colloque Walter Lippmann (1938)¹, marqua le point de départ d'un travail de diffusion et de propagande qui finit par trouver preneur dans les années 1980 à la faveur de la crise du capitalisme fordiste.

Une nouvelle raison d'État : concurrence et gouvernement entrepreneurial

La thèse centrale de l'ouvrage est relativement simple. Le néolibéralisme est une pensée d'État, et non contre l'État ou pour son retrait. Cette idée contre-intuitive n'est cependant pas entièrement originale, puisqu'elle court dans plusieurs travaux récents sur le néolibéralisme : des géographes comme David Harvey (*A Brief History of Neoliberalism*, Oxford University

¹ Voir le compte rendu sur la *Vie des idées* : <http://www.laviedesidees.fr/Aux-sources-du-neoliberalisme.html>

Press, 2005), des historiens-sociologues comme François Denord (*Néolibéralisme version française*, Demopolis, 2007), des philosophes comme Wendy Brown (*Les Habits neufs de la politique mondiale*, Les Prairies Ordinaires, 2007), ou encore dans un récent numéro de la revue *Labyrinthe* (« Ce que le libéralisme promet », n° 29, 2008). Cette petite révolution copernicienne dans l'historiographie du (néo)libéralisme va bien au-delà de l'idée que celui-ci suppose, et même exige, un État fort quoique limité (pour garantir les libertés civiles, la propriété, le respect des contrats, etc.) ; que, en somme, il n'est pas un anarchisme – à l'exception du courant strictement libertarien (David Friedman, Murray Rothbard, mais pas Robert Nozick). Il constitue une véritable rationalité politique et même, ajoutent Pierre Dardot et Christian Laval qui se distinguent ici des auteurs précités, une éthique susceptible de couvrir tous les aspects de l'existence des individus. Le néolibéralisme, en particulier, peut donc être considéré comme un fait social total.

La généalogie intellectuelle de cette « nouvelle » raison passe préalablement par une enquête sur « l'ancienne » raison du monde : le libéralisme classique du XVIII^e siècle. Tout l'enjeu est de distinguer soigneusement celui-ci du néolibéralisme qui, loin d'être un retour à Adam Smith et au naturalisme du marché, relève d'un constructivisme strict. À la suite de Foucault, les auteurs observent de l'un à l'autre le « glissement du modèle de l'échange à celui de la concurrence » (p. 138) : le premier définit le concept d'une société civile qui développe spontanément la prospérité et l'harmonie par le « doux commerce » pour le bien de tous ; le second renvoie à une « relation d'inégalité entre différentes unités de production » (p. 457), à une lutte entre producteurs délibérément organisée par la puissance publique. Sans reconstituer une continuité illusoire entre les deux, il y a quelque raison de nuancer cette opposition bien tranchée entre libéralismes classique et « néo » : le mythe du marché autorégulateur a-t-il jamais vraiment correspondu à la doctrine du retrait de l'État ? C'est prendre un peu trop à la lettre les déclarations des néolibéraux eux-mêmes, soucieux de se distinguer du « vieux » *free trade*. Polanyi soulignait en son temps que l'État s'est fait l'instituteur du marché librement concurrentiel là où il n'existait pas. Certains historiens modernistes ont confirmé par d'autres voies ce lien organique entre libéralisme classique et État au XVIII^e siècle, dans le cas français du moins, comme Philippe Minard ou Éric Brian sur les administrateurs et savants, ou Judith Miller sur le marché du blé. La véritable innovation néolibérale, que les auteurs relèvent eux-mêmes, consiste à déplacer le problème de la question de la création de marchés, à celle de leurs règles de fonctionnement destinées à assurer l'autorégulation en faisant respecter le principe de concurrence.

Le néolibéralisme se décline en deux principales branches qui se distinguent moins par une différence de degré (un libéralisme plus ou moins « social », plus ou moins « ultra ») que par une différence d'accent. Alors que l'ordolibéralisme allemand insiste d'abord sur la régulation juridique et institutionnelle de la concurrence, le néolibéralisme austro-américain (Ludwig von Mises, mais surtout Friedrich von Hayek) déplace l'attention vers une théorie de l'action humaine (la « praxéologie ») et du marché comme « processus de formation de soi » (p. 232), susceptible de transformer l'homme en individu intéressé, rationnel et adaptatif. L'ouvrage n'a pas tort de réévaluer le rôle de Hayek, parfois hâtivement assimilé à un ultralibéral, dans la mise en place du concept d'« État fort gardien du droit privé », c'est-à-dire lui-même soumis aux règles de droit privé de telle sorte que son intervention se limite strictement à préserver l'efficacité du marché.

Mais c'est surtout sur la question de la construction européenne que l'ouvrage prolonge avec profit les indications de Foucault, et qu'il rentre en écho avec d'autres analyses récentes (François Denord et Antoine Schwartz, *L'Europe sociale n'aura pas lieu*, Raisons d'Agir, 2009). C'est en effet l'ordolibéralisme allemand qui constitue la « véritable “tradition cachée” de l'Europe » (p. 343). Vu sous cet angle, le paradoxe du dirigisme libéral européen (mise en concurrence forcée des économies nationales ; lutte contre les monopoles, l'inflation et les aides publiques, etc.) se dissipe : il s'agit d'une régulation faite non pour protéger des effets de la concurrence « libre et non faussée », mais pour préserver cette dernière et l'instituer là où elle n'existe pas. Le droit *de* la concurrence (au génitif subjectif) est le droit qu'à la concurrence à prévaloir sur toute autre considération. L'économie sociale de marché, brandie par le discours européiste pour ses connotations rassurantes, offre donc peu de chance de constituer un rempart contre la mondialisation, d'autant qu'elle signifiait *stricto sensu* le social par le marché, supposé seul capable de réaliser une démocratie de consommation et la « prospérité pour tous ». « Plus l'économie est libre, plus elle est sociale, et plus le profit est grand pour l'économie nationale », écrivait ainsi Ludwig Erhard, le « père du miracle économique allemand ». La *Sozial Marktwirtschaft* ne décrit donc que très partiellement la social-démocratie « réelle » qui a effectivement dominé l'Allemagne. C'est d'ailleurs toute la social-démocratie européenne actuelle – Troisième Voie, gauche « moderne » – qui n'a qu'un rapport ténu avec la social-démocratie des Trente Glorieuses (politique keynésienne contracyclique, haut niveau de protection sociale, cogestion des entreprises avec les syndicats) : comme disent justement les auteurs, elle se rapproche bien davantage d'un

néolibéralisme de gauche. En ce sens, les vantardises de certains sociaux-démocrates, antilibéraux de la 25^e heure, sur la nécessaire « régulation » du capitalisme, non contents d'exploiter l'ambiguïté des termes, tentent de faire oublier la contribution de la gauche européenne de gouvernement au système financier qui a conduit au désastre que l'on sait.

La révolution conservatrice des années 1980 aux États-Unis comme en Europe, en alliant libéralisation et autoritarisme, ne marqua donc pas le retrait de l'État, mais son réengagement sur de nouvelles bases et avec de nouveaux objectifs. La crise du capitalisme fordiste a cela de singulier qu'elle aboutit non pas à moins, mais à plus de capitalisme. Le caractère stratégique de cette réponse néolibérale ne fait pas de celle-ci une simple « religion du marché », contrairement à ce que croit le commun des antilibéraux, mais une nouvelle rationalité au nom de l'efficacité de l'action publique. Cette pente conduit cependant les auteurs à sous-estimer la prégnance du modèle néo-classique de l'équilibre général dans la définition des politiques publiques et la formation des élites dirigeantes : c'est aussi elle qui définit la croyance économique, pour reprendre l'expression de Frédéric Lebaron. Il reste que la mise au jour de cette nouvelle rationalité bureaucratique, axée sur la concurrence généralisée et l'universalisation du modèle entrepreneurial, donne la clé de voûte à toute une série de politiques, dont celle de l'actuel président de la République. En ce sens, les récentes recapitalisations massives des banques par les États s'apparentent moins à des nationalisations qu'à un comportement d'État « prêteur en dernier ressort » chargé de garantir la sûreté du système, voire d'État « boursicotier » qui achète les titres à bas prix dans l'espoir d'un profit réalisé ultérieurement. En ces temps de crise, il n'y a pas de « retour » d'un État qui n'a jamais manqué à l'appel pour protéger le système mondial de la concurrence.

En ce sens, cet État managérial, stratège et réputé efficace, cette *state governance*, importe en son sein les règles et normes du marché concurrentiel, et conduit moins à une privatisation de l'État qu'à une codétermination public/privé des politiques macro-économiques : on se rappellera les mots d'ordre tels que « modernisation de l'État », « rationalisation des choix budgétaires », « révision générale des politiques publiques ». L'État n'est plus seulement un instrument politique au service de la domination économique de la bourgeoisie ; il est devenu une « entreprise au service des entreprises » (p. 370).

La morale néolibérale et la pertinence d'une résistance éthique

Au delà de la politique, le néolibéralisme vise à façonner un nouveau type de sujet. L'universalisation de l'*ethos* managérial est en effet constitutif de la société du risque et de la généralisation de technologies évaluatives des individus. Au risque de passer pour plus foucauldien que Foucault, on peut ici s'étonner que les auteurs ne fassent aucun usage du concept de sécurité, construit par opposition à celui de discipline. Ce dernier est associé à la « police » et à la coercition, tandis que le premier consiste à inciter, stimuler, freiner et canaliser les désirs. Cela aurait permis de mieux distinguer différents types de violences, qu'elles soient insidieuses ou plus classiquement policières, et la manière dont l'autoritarisme classique de l'État régalien s'enclasse dans des technologies politiques plus récentes : ainsi la conjonction entre le retour de la figure du grand chef et la nouvelle héroïsation de celle de l'entrepreneur. Plus généralement, l'État néolibéral-sécuritaire renvoie à une transformation des modalités de la monopolisation politique ; et ici les ressources de la sociologie politique n'auraient pas été inutiles.

Cette généalogie intellectuelle apparaît dès lors comme une généalogie de la morale néolibérale, car celle-ci implique toute une norme de vie qui consiste à exiger des individus qu'ils deviennent entrepreneurs d'eux-mêmes. Le néolibéralisme n'est pas juste une politique économique et une technique de gouvernement, il est surtout la morale décomplexée du capitalisme contemporain, que Foucault condensait dans la formule nietzschéenne « Il faut vivre dangereusement ». Ici Pierre Dardot et Christian Laval s'éloignent des grands auteurs pour revisiter avec profit la fastidieuse littérature managériale : partout s'y retrouve l'éloge de l'homme flexible, fluide, réactif, avant tout compétitif et performant dans toutes les dimensions de sa vie (y compris sexuelles, sportives, etc.). Point n'est besoin de relever les souffrances psychologiques occasionnées par cette « extension du domaine de la lutte », analysées par les sociologues du travail comme par certains romanciers. Le dernier chapitre du livre offre à cet égard une stimulante analyse de ce nouvel esprit du capitalisme.

La rationalité néolibérale fait ainsi peser sur la démocratie plusieurs dangers. Elle dépolitise le rapport des citoyens à l'État en soustrayant les principes économiques à la discussion et à la volonté populaires. En érigeant la performance comme critère unique de la politique, elle autorise l'arrogance de l'argent et la brutalité des actes et des paroles à miner les fondements culturels et moraux des sociétés démocratiques. Enfin, elle recrée des hiérarchies et des chefs là où il y avait, bon an mal an, de la collégialité et de la concertation :

dans les entreprises, à l'Université, dans la famille, dans l'État, et surtout en soi-même... ce qui marque moins le retour à une société disciplinaire que l'avènement d'une société de (l'auto)contrôle.

La conclusion ouvre dès lors des perspectives politiques normatives en appelant à l'invention d'une sorte d' « altergouvernementalité », point d'appui d'une possible résistance éthico-politique du sujet au néolibéralisme. Ce positionnement se démarque aussi bien de la *doxa* antilibérale que de la critique conservatrice du libéralisme (tel Marcel Gauchet). On peut cependant interroger cet appel à la formation d'une « contre-société » qui émergerait du pullulement anarchisant de « contre-conduites », comme s'il fallait tourner le dos à l'État et à la politique constituée pour former un mode de subjectivation radicalement neuf. Il y a ici comme une sorte de « proudhonisme » des auteurs. Proudhonisme qui les honore car, contrairement aux allégations de Foucault qui prétendait que le socialisme n'avait pas de gouvernementalité propre, l'intellectuel ouvrier franc-comtois (dont on fête cette année le bicentenaire de la naissance) fut l'un de ceux qui réfléchirent le plus aux modalités concrètes de l'autogouvernement des hommes par-delà le règne de l'État et de la propriété. Reste que la « stratégie sans stratégie » d'un appel aux citoyens à se subjectiver autrement, parce qu'elle contourne le problème de la conquête de cet État dont il fut pourtant tellement question tout au long de l'ouvrage, risque fort d'être vouée à l'impuissance politique. D'autant que le sombre pronostic – mais hélas lucide – des auteurs, qui voient dans l'après-crise non une remise en cause du néolibéralisme mais une nouvelle phase de son développement, n'incite guère à l'optimisme.

Pour aller plus loin :

- Le blog de Christian Laval : <http://www.mediapart.fr/club/blog/christian-laval>
- Le site du centre Bentham : <http://www.centrebentham.fr/>

Publié dans lavedesidees.fr, le 16 septembre 2009

© lavedesidees.fr